



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM

49 avenue Georges Pompidou
92300 Levallois-Perret

Références : -

Code AIOT : 0006201370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EQIOM implanté Cimenterie Route de Lorquin 57830 Héming. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- Cimenterie Route de Lorquin 57830 Héming
- Code AIOT : 0006201370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EQIOM exploite à Héming une cimenterie comportant deux fours à Clinker. Les installations d'EQIOM à Héming relèvent du régime de l'autorisation < Seveso seuil haut >, par la règle des cumuls, au regard des quantités de déchets dangereux susceptibles d'être présents au sein du site et encadrées notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001_AG_2_102 du 12 mars 2001 modifié et plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'un nombre important d'équipement sous pression qualifié par l'exploitant comme au « chômage ». L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'un équipement à l'arrêt est considéré au « chômage » lorsque ses conditions de conservation respectent les dispositions définies par le guide APITI GCE 2021-01 définissant les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage. Si ces dispositions sont respectées, la période de chômage n'est alors pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle (inspection et requalification périodiques). Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique ou d'une requalification périodique, si son échéance est dépassée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
8	Rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments	Arrêté Ministériel du 06/03/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)	Sans objet
4	Requalification s périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)	Sans objet
5	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
6	Marquage CE	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-4	Sans objet
7	Etat des	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements	28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi en service des équipements sous pression exploités par la société EQIOM au sein de son établissement sis sur le territoire de la commune de HEMING (57830).

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence deux non-conformités. Aussi, au regard de ces éléments, l'Inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle les suites administratives suivantes :

- concernant l'absence de registre au sein du dossier de l'équipement contrôlé, l'Inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle de formuler à l'exploitant une demande d'action corrective sous un mois,
- concernant l'utilisation d'une soupape de la marque ATM Instruments faisant l'objet d'une interdiction de mise sur le marché, l'Inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle de formuler une demande de justificatifs à l'exploitant qui s'est engagé lors de la visite à mettre à l'arrêt d'équipement.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Vu la liste des équipements de la société. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée :

<p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : [...] - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;
<p>Constats :</p> <p>Vu le dossier du réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049.</p> <p>Le dossier susmentionné ne comprend pas le registre demandé par la réglementation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre pour l'équipement et de transmettre celui-ci à l'Inspection de l'environnement.</p> <p>Le constat ayant été effectué par sondage, il conviendra que l'exploitant s'assure que d'autres équipements ne sont pas concernés par cette non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...] III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : Vu les attestations d'inspection satisfaisante du 09/02/21 et du 25/01/24 respectivement n°8903790 et 343100204 réalisées par Bureau Veritas du réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie

<p>orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'attestation de requalification périodique satisfaisante du 25/01/24 n°343100204 réalisée par l'organisme habilité Bureau Véritas du réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049. Sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accessoires de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>[...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les trois soupapes du fabricant SNRI numéro de fabrication 000-3834-07-03, 000-3834-07-01 et 000-4519-01-01 réglés à 7 barg.</p> <p>Ces soupapes protègent le réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049.</p> <p>Sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Marquage CE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les marquages CE des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soupapes du fabricant SNRI numéro de fabrication 000-3834-07-03, 000-3834-07-01 et 000-4519-01-01 réglés à 7 barg, • Réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049. <p>Sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Etat des équipements

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soupapes du fabricant SNRI numéro de fabrication 000-3834-07-03, 000-3834-07-01 et 000-4519-01-01 réglés à 7 barg, • Réservoir d'air de pression de service 12 barg, de volume 100 litre, fabriqué par STANDARD INDUSTRIE en 2014 sous le numéro 7190049. <p>Aucune déformation ou fuite des équipements n'a été constatée. Sans observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous-pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise à disposition sur le marché de soupapes de sécurité de marque «ATM Instruments» fabriquées depuis le 30 novembre 2013 est interdite.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le réservoir d'air de pression de service 11 barg et de volume 3000 l, numéro APAVE 890 38 38 est protégé par une soupape de la marque ATM Instruments du 15 mars 2013. L'exploitant a déclaré le jour de la visite qu'une autre soupape en amont de l'équipement permet aussi de protéger l'équipement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'est engagé le jour de la visite à mettre l'arrêt la soupape faisant l'objet d'un rappel. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre de l'action corrective.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 jours</p>